



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 9 juin 2017



Pour le Gouvernement, ce sera Pôle Emploi !

La réunion du jeudi 8 juin au ministère de l'économie n'a pas permis de dégager les marges nécessaires pour permettre aux salariés porteurs du projet de la Scop de déposer leur offre au Tribunal de commerce. En effet, le gouvernement a refusé de garantir le prêt de 10 millions d'euros qui aurait permis, entre autres, la reprise des baux commerciaux, l'achat de stock, ...etc.

Pour notre part, nous considérons que la position du gouvernement est proprement **SCAN-DA-LEUSE !**

Les salariés se sont particulièrement mobilisés pour répondre systématiquement aux demandes faites dans le cadre de la construction du dossier. Ils ont obtenu l'aide des Unions régionales des Scop qui s'étaient engagées sur une somme de 3000 € par mandataire. France Active (Organisme d'aide et d'accompagnement à la création d'entreprise) était prêt à apporter une somme équivalente.

À ce jour, une centaine de salariés sont devenus sociétaires. Autant avait manifesté leur volonté de devenir sociétaire, soit environ 200 salariés sociétaires de la Scop. Au global, le montant des sommes complémentaires apportées par les Unions régionales des Scop et France Active aurait permis de financer le projet à hauteur d'un million d'euros.

Enfin tout ça, c'était avant ! Pourtant, le Business Plan annonçait des éléments de cadrage de l'exploitation présentant d'importantes garanties :

- ✓ un cadrage financier réaliste en adéquation avec les objectifs annoncés ;
- ✓ une restauration rapide de la rentabilité ;
- ✓ une troisième année d'exploitation créatrice d'emploi au-delà des 500 emplois actuels ;
- ✓ un plan de financement équilibré ;
- ✓ des contributions salariales, patronales et TVA d'environ 12 millions d'euros dès la première année pour l'État...

Malgré cela, le gouvernement s'est borné à expliquer que les salariés devraient disposer de 80 % de la somme total, soient 8 millions d'euros. Après discussion, l'apport des salariés était ramené à 5 millions d'euros. Nous avons dû expliquer que rassembler une telle somme était parfaitement impossible pour des salariés du commerce dont les salaires moyens sont aux alentours du SMIC.

Quand il a été rappelé au gouvernement que 500 personnes au chômage coûtent plus de 900 000 € par mois, il nous a été répondu : « oui, mais ça n'est pas le même budget ! ». Nous devons donc comprendre que le gouvernement préfère voir les gens au chômage que les aider à financer un projet viable de relance.

Nous en concluons que les discours « *priorité vers l'emploi ou aide à la création d'entreprise* » des membres du gouvernement en campagne pour les législatives ne sont que du domaine du slogan électoral.

Je profite de cette communication pour saluer la ténacité et la qualité du travail fait par les salariés dans la construction de leur dossier. Nous leur disons courage dans les nouvelles épreuves qu'ils devront affronter.

Solidarité avec les salariés de GM&S Industry pour leur rencontre avec le Président Emmanuel MACRON

Contact :

Eric SCHERRER - Président du SECI-Unsa - 06 62 46 25 43 - e.scherrer.seci@free.fr